



NATIONS UNIES
 ASSEMBLEE
 GENERALE

LIBRARY
 MAY 10 1962
 UN/SA COLLECTION



Distr.
 GENERALE
 A/5080/Add.19
 1er mai 1962
 FRANCAIS
 ORIGINAL : ANGLAIS

Dix-septième session

RENSEIGNEMENTS RELATIFS AUX TERRITOIRES NON AUTONOMES : RESUMES DES
 RENSEIGNEMENTS COMMUNIQUES EN VERTU DE L'ARTICLE 73 e DE LA CHARTE
 DES NATIONS UNIES

RAPPORT DU SECRETAIRE GENERAL

TERRITOIRES DES CARAIRES ET DE L'ATLANTIQUE OUEST

Montserrat et Sainte-Lucie

Table des matières

	<u>Pages</u>
Avant-propos	3
Montserrat	4
Sainte-Lucie	10

NOTE

Les signes employés dans le présent document sont les suivants :

Points de suspension (...)		Pas de renseignements
Tiret (-)		Importance nulle ou négligeable
Barre oblique	1959/1960	Campagne agricole ou exercice financier
Trait d'union	1948-1949	Moyenne annuelle

LISTE DES ABREVIATIONS

FISE	Fonds des Nations Unies pour l'enfance
OMS	Organisation mondiale de la santé

AVANT-PROPOS

Conformément à la résolution 218 (III) de l'Assemblée générale en date du 3 novembre 1948, le Secrétaire général présente à l'Assemblée générale, pour sa dix-septième session^{1/}, les résumés ci-joints de renseignements pour l'année 1960, relatifs aux territoires non autonomes dont la liste figure plus bas.

Ces résumés ont été établis d'après les renseignements communiqués au Secrétaire général conformément à l'Article 73 e de la Charte des Nations Unies par le Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord. Le dernier volume de résumés a été incorporé au rapport décennal sur les progrès réalisés (1947-1957)^{2/}.

Les renseignements pour l'année 1960^{3/} ont été communiqués au Secrétaire général par la Mission du Royaume auprès des Nations Unies aux dates suivantes :

<u>Territoire</u>	<u>Date de communication</u>
Montserrat	29 mars 1962
Sainte-Lucie	26 mars 1962

^{1/} Conformément à la résolution 1700 (XVI) de l'Assemblée générale en date du 19 décembre 1961, ces renseignements sont également soumis au Comité des renseignements relatifs aux territoires non autonomes.

^{2/} Nations Unies : Progrès réalisés par les territoires non autonomes en application de la Charte (No de vente : 60.VI.B.1, vol.5).

^{3/} Des renseignements statistiques supplémentaires pour les années 1958 et 1959 ont été publiés sous les cotes suivantes : 1958 : A/4365; 1959 : A/4756.

MONTSERRAT

Superficie et population

Montserrat a une superficie de 32 milles carrés (83 kilomètres carrés). Le recensement d'avril 1960 a fait apparaître une population de 12 157 habitants.

Statistiques de l'état civil

	<u>1958</u>	<u>1959</u>	<u>1960</u>
Taux de natalité pour 1 000 habitants	26,1	26,8	29,4
Mortalité infantile pour 1 000 enfants nés vivants	135,3	133	114,2
Taux de mortalité pour 1 000 habitants	11,9	12,6	11,6

GOUVERNEMENT

Fonction publique

Il n'existe, dans le territoire, aucun moyen de formation à la fonction publique. En 1960, 8 fonctionnaires ont été en congé d'études, la plupart d'entre eux à la Trinité ou à la Jamaïque, pour suivre les cours suivants : comptabilité, agriculture, soins infirmiers et santé publique (deux fonctionnaires dans chaque matière), pédagogie et beaux-arts (un fonctionnaire dans chaque matière).

Répartition du personnel de la fonction publique
(31 décembre 1960)

	<u>Fonctionnaires d'outre-mer</u>	<u>Fonctionnaires recrutés localement</u>
Administration	-	1
Douanes et trésor	-	1
Enseignement	-	2
Travaux publics	-	1
Service juridique	-	1
Services médicaux	1	2
Soins infirmiers	-	1
Electricité	<u>1</u>	<u>-</u>
	2	9

CONDITIONS ECONOMIQUES

L'économie du territoire, qui repose toujours essentiellement sur l'agriculture, a subi un recul pendant l'année à cause des intempéries et de l'instabilité des cours des produits d'exportation. Le prix du coton a diminué, et la

production est tombée de 383 000 livres de coton fibre en 1959 à environ 217 000 livres en 1960. Une conserverie de tomates, construite à l'aide de capitaux étrangers, a été mise en service. On pense qu'elle encouragera la culture à des fins commerciales de ce légume, que l'on vient seulement d'entreprendre. Des subventions de la métropole, notamment au titre du Colonial Development and Welfare et les envois de fonds faits par les travailleurs de l'île employés à l'extérieur ont aidé à soutenir l'économie du territoire.

AGRICULTURE ET ELEVAGE

La superficie des terres plantées en coton est tombée de 2 350 acres à 1 220 acres. Les exportations de bananes à destination du Royaume-Uni qui ont été de 12 000 régimes, soit une valeur de 14 000 dollars des Antilles^{4/}, ont fléchi par rapport aux chiffres de 1959.

Elevage

Les exportations de bétail ont été évaluées à 26 326 dollars des Antilles; celles de cuirs et peaux ont totalisé 2 000 dollars des Antilles.

Nombre d'animaux abattus

	<u>1958</u>	<u>1959</u>	<u>1960</u>
Bovins	349	474	312
Ovins	326	183	258
Caprins	293	158	298
Porcins	245	42	132

INDUSTRIE

Outre la conserverie de tomates mise en service pendant l'année, il existe quelques petits établissements industriels produisant des huiles comestibles, du sucre et du rhum.

^{4/} L'unité monétaire locale est le dollar des Antilles, qui équivaut à 4 shillings 2 pence (sterling) ou 0,5833 dollar des Etats-Unis.

TRANSPORTS ET COMMUNICATIONS

Le nombre des arrivées et des départs de passagers d'avions a été de 1 609 et 1 694 respectivement. Les chiffres concernant les arrivées en 1959 et 1958 avaient été 1 214 et 1 299. Le Gouvernement fédéral des Indes occidentales assurait un service régulier de bateaux à moteur entre les îles.

Transports maritimes

	<u>1958</u>	<u>1959</u>	<u>1960</u>
Entrées de bateaux	466	591	595
Arrivées de passagers	1 337	1 871	1 264
Tonnage (en milliers de tonnes).....	7,6	9,0	9,2

FINANCES PUBLIQUES

Les finances publiques du territoire ont, une fois de plus, reçu une aide sous forme de subventions, comme toutes ces dernières années.

Recettes et dépenses (en milliers de dollars des Antilles)

	<u>1958</u>	<u>1959</u>	<u>1960</u>
Recettes	1 725	2 052	2 152
Dépenses	1 803	2 012	2 173
Principaux postes de recettes :			
Impôts directs et indirects	70	68	81
Douanes	184	202	247
Subventions	568	821	986
Principaux postes de dépenses :			
Travaux publics	159	245	281
Santé publique, y compris les hôpitaux	186	193	219
Enseignement	165	178	222

Financement du développement

Un nouveau crédit de 200 000 livres a été affecté pour la période 1960-1964. Il est prévu que le développement visera notamment à améliorer la production et la commercialisation de légumes et à encourager les pêcheries.

BANQUES ET CREDIT

La Caisse publique d'épargne compte 2 718 déposants, dont les dépôts sont évalués à 687 000 dollars des Antilles.

COMMERCE EXTERIEUR

Importations et exportations
(en milliers de dollars des Antilles)

	<u>1958</u>	<u>1959</u>	<u>1960</u>
Importations totales	772	749	...
Exportations totales	352	449	...
Principales importations :			
Farine	106	140	109
Chaussures	107	88	65
Sucre non raffiné	107	88	91
Principales exportations :			
Légumes	7	29	...
Coton	322	416	200

CONDITIONS SOCIALES

Mille quatre-vingt-quinze personnes ont émigré au Royaume-Uni pour y chercher du travail, tandis que 54 personnes étaient recrutées comme main-d'oeuvre agricole pour travailler aux Etats-Unis et 30 aux îles Vierges américaines. L'agriculture a continué à être l'activité qui a occupé le plus de personnes, surtout pour la culture des bananes et du coton (gossypum barbadense) et l'expansion de la culture des fruits et légumes, de même que la conserverie récemment créée, fournissent des emplois nouveaux.

En 1960, les taux de salaires des travailleurs agricoles allaient de 1,06 à 1,57 dollar des Antilles, contre 1,09 à 1,30 dollar en 1959 et 0,90 à 1,30 dollar en 1958. Pour les travailleurs non qualifiés du secteur public, les chiffres étaient de 2,15 à 2,50 dollars des Antilles en 1960, contre 1,54 à 1,68 dollar en 1959 et 1,42 à 1,56 dollar en 1958.

Il existait deux syndicats qui avaient 796 adhérents.

SOCIETES COOPERATIVES

Il existait trois coopératives de crédit, qui avaient environ 800 membres, soit presque deux fois plus qu'en 1959. Les éleveurs de porcs de la partie sud de l'île ont organisé une coopérative.

URBANISME, AMENAGEMENT DES CAMPAGNES ET HABITATION

La construction de 25 maisons, entreprise dans le cadre de deux programmes d'aide à l'effort personnel, a été retardée par suite du départ de certains des participants.

SECURITE ET PROTECTION SOCIALE

La subvention de 12 500 dollars des Antilles que l'Administration a accordée à la Commission de l'assistance publique et qui a été complétée par des contributions bénévoles a permis de verser des allocations hebdomadaires à 460 personnes âgées et nécessiteuses.

Il existe un hospice de 28 lits pour vieillards et infirmes.

LUTTE CONTRE LA CRIMINALITE ET TRAITEMENT DES DELINQUANTS

Le nombre des cas de poursuites contre de jeunes délinquants a été de 49, contre 44 en 1959 et 50 en 1958; le nombre des condamnations a été en 1958, 1959 et 1960 de 42, 39 et 43 respectivement. Un foyer de rééducation de jeunes délinquants a été ouvert pendant l'année.

SANTE PUBLIQUE

Les centres de santé publique ont distribué du lait reconstitué, offert par le FISE, ainsi que de l'huile de foie de morue et des préparations à base de levure, aux futures mères, aux mères allaitantes et aux enfants d'âge scolaire et pré-scolaire. La campagne de lutte contre le pian et les maladies vénériennes a donné de bons résultats. La gastro-entérite a continué d'être la principale cause de décès parmi les nourrissons et les adultes. On a entrepris, avec une subvention du Colonial Development and Welfare, un projet pilote de construction de latrines dans les villages. A la fin de 1960, 20 latrines avaient été installées dans un village et l'exécution de ce projet se poursuivait dans d'autres villages.

Les dépenses faites pour les services médicaux et les services connexes se sont élevées à 204 378 dollars des Antilles, soit 56 187 dollars de plus qu'en 1959. Au Glendon Hospital (69 lits), le nombre des malades hospitalisés a été de 999. Des consultations prénatales et des soins aux nourrissons étaient données dans trois centres de santé et six postes sanitaires.

CONDITIONS DE L'ENSEIGNEMENT

Le système ministériel de gouvernement a été instauré dans le territoire le 1er janvier 1960. L'enseignement relève du Ministre des services sociaux et des travaux publics.

L'enseignement primaire est gratuit pour tous les enfants de 5 à 15 ans et est obligatoire pour les enfants de 5 à 13 ans. L'effectif des écoles primaires est tombé de 3 329 élèves en 1958 à 3 047 élèves en 1960, surtout à cause de l'émigration. On a modifié le programme des études primaires afin d'améliorer la qualité de l'enseignement.

Les instituteurs sont formés à l'École normale des îles Leeward, créée en 1959 et où la durée des études est d'un an ou de deux ans. Des cours de perfectionnement sont organisés régulièrement à l'intention des instituteurs.

On a continué à construire de nouvelles écoles et à remettre en état des locaux scolaires.

Il existe 12 écoles primaires publiques, une école confessionnelle subventionnée et deux écoles élémentaires privées. Un établissement secondaire public prépare au Higher School Certificate. Il avait 181 élèves en 1960, contre 190 en 1958.

Les dépenses publiques au titre de l'enseignement ont atteint 205 000 dollars en 1960, soit environ 48 000 dollars de plus qu'en 1958.

SAINTE-LUCIE

SUPERFICIE ET POPULATION

Sainte-Lucie a une superficie de 602 kilomètres carrés (238 milles carrés). Le recensement d'avril 1960 a fait apparaître une population de 86 108 habitants.

Statistiques de l'état civil

	<u>1958</u>	<u>1959</u>	<u>1960</u>
Taux de natalité pour 1 000 habitants	43,1	44,2	45,0
Taux de mortalité infantile pour 1 000 enfants nés vivants	115,4	111,2	107,1
Taux de mortalité pour 1 000 habitants	13,9	14,0	13,6

GOUVERNEMENT

Fonction publique

Le remplacement des fonctionnaires d'outre-mer par des fonctionnaires recrutés localement est très avancé et il ne reste plus que quelques fonctionnaires d'outre-mer dans le territoire.

SITUATION ECONOMIQUE

Pendant l'année considérée, un violent cyclone a eu des effets préjudiciables à l'économie. Cependant la production de bananes s'est accrue et les exportations ont atteint 2,6 millions de régimes. Les exportations de coprah ont également augmenté, mais on a enregistré une baisse des exportations de sucre et de cacao.

Les investissements faits dans l'agriculture et dans l'industrie touristique atteignaient à la fin de 1960 un montant total de 7,5 millions de dollars des Antilles 5/. Le territoire a reçu 4,3 millions de dollars des Antilles sous forme de subventions du Colonial Development and Welfare pour un second programme quinquennal de développement. Un montant supplémentaire de 1 million de dollars des Antilles lui a été accordé pour la réparation des dommages dus au cyclone.

AGRICULTURE ET ELEVAGE

Une nouvelle diminution de la production de canne à sucre a obligé à fermer l'une des deux sucreries restantes. Le coprah et les produits dérivés du coprah sont maintenant devenus, après les bananes, les produits d'exportation les plus importants.

5/ L'unité monétaire du territoire est le dollar des Antilles, qui équivaut à 4 shillings 2 pence (sterling) ou 0,5833 dollar des Etats-Unis.

L'élevage des bovins pour la boucherie et la production laitière a été accru et amélioré à la suite de l'exécution de trois programmes d'amélioration du cheptel et des pâturages.

La superficie des terres qui peuvent être mises en culture a augmenté par suite des progrès faits dans l'exécution d'un programme de construction des routes entrepris depuis quelques années. A mesure qu'augmente la superficie des terres cultivées le Département de l'agriculture distribue des plants de bananiers, de cacaoyers et d'agrumes.

Principales cultures
(Exportations)

	<u>1958</u>	<u>1959</u>	<u>1960</u>
Bananes (milliers de régimes)	1 098	2 477	2 646
Coprah (tonnes)	776	450	...
Cacao (tonnes)	183	263	231
Canne à sucre (tonnes)	6 720	5 006	3 519

PECHE

Parmi les mesures prises pour développer la pêche, on peut citer l'organisation d'une école de formation des pêcheurs et la création d'un système d'octroi de prêts aux pêcheurs.

INDUSTRIE

Les principales productions industrielles sont le sucre, le rhum, les produits tirés des agrumes, les huiles comestibles, les cigarettes et les eaux minérales. Afin de répondre à la demande d'articles artisanaux résultant du développement du tourisme, il a été décidé de nommer une monitrice et d'ouvrir un centre d'apprentissage.

ENERGIE ELECTRIQUE

Pour faire face à l'accroissement de la demande, on a agrandi les installations de production d'électricité de Castries.

TRANSPORTS ET COMMUNICATIONS

Les travaux d'agrandissement de la piste d'atterrissage de l'un des deux principaux aéroports ont été achevés. Le nombre des passagers d'avions à l'arrivée a atteint 6 287, contre 5 391 en 1959; le nombre des passagers au départ a atteint 6 980, contre 5 073 l'année précédente.

FINANCES PUBLIQUES

Les recettes publiques ont été de nouveau complétées par une subvention du Royaume-Uni. Cette subvention a été versée par l'intermédiaire du Gouvernement fédéral des Indes occidentales. En conséquence, le budget du territoire, adopté par le corps législatif, a dû être soumis, en dernier ressort, à l'approbation du gouvernement fédéral. En 1959, 34,6 p. 100 des recettes ont été tirés des droits de douane et de régie, contre 38,9 p. 100 en 1958.

Recettes et dépenses
(en milliers de dollars des Antilles)

	<u>1958</u>	<u>1959</u>
Recettes	5 259	6 591
Dépenses	5 509	6 068
Principaux postes de dépense :		
Services sociaux	1 121	714
Administration	153	214
Travaux publics	697	972
Développement	1 027	1 365

Financement du développement

Les plans de développement pour la période 1960-1964 prévoient que la mise en oeuvre des projets commencés sera continuée et que de nouveaux projets seront entrepris. Les projets visant à accroître la production et à développer et améliorer les communications ont absorbé 52,27 p. 100 du montant de 4,3 millions de dollars des Antilles qui a été affecté au développement.

COMMERCE EXTERIEUR

Importations et exportations
(en milliers de dollars des Antilles)

	<u>1958</u>	<u>1959</u>	<u>1960</u>
Importations	9 034	10 150	10 995
Exportations	4 335	5 953	5 431
Principales importations :			
Farine de blé	822	782	...
Engrais chimiques	359	623	...
Automobiles et camions	403	462	...
Poisson (salé)	199	358	...
Cotonnades	366	258	...
Beurre et matières grasses	23	256	...

Importations et exportations (suite)
 (en milliers de dollars des Antilles)

	<u>1958</u>	<u>1959</u>	<u>1960</u>
Principales exportations :			
Sucre	1 122	997	690
Noix de coco et huile de noix de coco ..	537	499	563
Bananes	1 906	3 993	3 842
Cacao	254	358	265
Coprah	233	144	259

Courants commerciaux
 (en pourcentage de la valeur)

	<u>1958</u>	<u>1959</u>
Provenance des importations :		
Royaume-Uni	37,1	38,8
Autres pays du Commonwealth	37,1	36,7
Tous autres pays	25,8	24,5
Destination des exportations :		
Royaume-Uni	36	87
Autres pays du Commonwealth	32	12
Tous autres pays	32	1

CONDITIONS SOCIALES

MAIN-D'OEUVRE ET EMPLOI

Deux des buts principaux du gouvernement en matière d'emploi sont l'institution d'une "autonomie industrielle" et, en conséquence, le maintien de relations harmonieuses entre employeurs et employés. La réalisation de ces buts a été entravée par le peu d'empressement des employeurs à se grouper en associations pour la négociation de conventions collectives et par des conflits entre des syndicats qui se disputaient la représentation des travailleurs.

Situation de l'emploi

L'agriculture a continué à être l'activité occupant le plus de salariés - environ 20 000. Venaient ensuite les professions spécialisées, avec 4 000 emplois, et les services domestiques avec 3 000. Les autres principales catégories d'emploi sont la fonction publique (1 200 employés), le commerce de gros et de détail (1 700 employés) et les transports et communications (1 100 employés). Pour la récolte de la canne à sucre, 2 000 travailleurs ont été occupés pendant environ 16 semaines, après quoi l'effectif employé est retombé à environ le tiers de ce chiffre. Un problème est donc constitué par le sous-emploi. Cette situation incite

un nombre croissant de personnes à émigrer au Royaume-Uni pour y travailler. En 1960, il y a eu 2 000 émigrants, contre 415 en 1959 et 1 578 en 1958. Deux cent vingt-neuf autres personnes ont trouvé des emplois agricoles aux Etats-Unis, 111 à Antigua et 103 dans les îles Vierges américaines. Un certain délaissement de la culture de la canne à sucre pour celle du bananier a entraîné une diminution du nombre de travailleurs dans les plantations de canne et les sucreries. A la différence de ces dernières, la culture et l'exportation de la banane employaient un nombre important de travailleurs, à la fois dans les plantations et dans les ports, pendant toute l'année.

Formation professionnelle

Le gouvernement a conclu un accord avec l'International Cooperation Administration des Etats-Unis (ICA) pour la création d'un centre d'enseignement technique. On a commencé la construction du bâtiment de ce centre, qui sera rattaché à l'une des écoles secondaires du territoire, et deux des futurs instructeurs du centre ont été envoyés à Porto-Rico pour y suivre des cours de formation d'une durée de trois mois, portant sur la menuiserie, le travail des métaux et les techniques des ateliers.

Le gouvernement a continué à placer des jeunes en apprentissage auprès d'industriels et commerçants et dans divers départements administratifs.

NIVEAU DE VIE

Sur la base 1939 = 100, l'indice du coût de la vie était de 332 en décembre 1960, contre 313 en 1959 et 303 en 1958.

URBANISME, AMENAGEMENT DES CAMPAGNES ET HABITATION

La situation en matière de logement continuait à être caractérisée par le surpeuplement des logements et leur insalubrité, la cherté des matériaux de construction importés et la nécessité d'affecter les fonds par priorité au financement d'autres services ont fait que l'on n'a guère pu entreprendre, en matière de logement, qu'un programme d'élimination de taudis. Le Sugar Labour Welfare Fund Committee a poursuivi son programme d'aide aux travailleurs de l'industrie sucrière pour leur permettre d'améliorer leurs logements; et des prêts ont continué à être accordés aux fonctionnaires pour les aider à acheter des maisons ou à améliorer leurs logements.

SECURITE ET PROTECTION SOCIALES

L'assistance publique est fournie sous forme de secours à domicile ou de soins dans des institutions. En 1960, le coût des secours à domicile a atteint 34 300 dollars des Antilles, pour 1 050 bénéficiaires; en 1959, pour un nombre de bénéficiaires sensiblement égal, le coût avait été de 31 360 dollars. Des soins dans des institutions ont été fournis à 120 personnes et le coût a été d'un peu plus de 35 000 dollars des Antilles. Soixante-dix mutuelles versent à leurs membres ou ayants droit des prestations de maladie, de maternité et de décès.

LUTTE CONTRE LA CRIMINALITE ET TRAITEMENT DES DELINQUANTS

Pour 1958, 1959 et 1960, le nombre des poursuites et des condamnations prononcées a été, respectivement, 2 585 et 1 159, 2804 et 1 416, 2 777 et 1 336. Quatre-vingt-trois jeunes délinquants, dont 16 filles, ont été condamnés en 1960, contre 77, dont 9 filles, en 1959. Une école de rééducation et d'apprentissage pouvant recevoir 50 garçons a été ouverte dans le courant de l'année.

SANTE PUBLIQUE

Les maladies les plus répandues sont les maladies de coeur, les maladies infantiles, la tuberculose, les helminthiases et les maladies vénériennes. L'exécution du programme quinquennal d'assainissement du milieu, entrepris en 1959 avec l'assistance de l'OMS et du FISE, a été poursuivie. Ce programme vise à pourvoir toutes les zones rurales de dispositifs adéquats d'évacuation des excréments et de moyens d'approvisionnement en eau potable.

Au titre du programme de distribution de lait bénéficiant de l'aide du FISE, du lait reconstitué a été distribué aux enfants d'âge scolaire et préscolaire, ainsi qu'aux mères, dans les centres publics de protection maternelle et infantile. Des cours de soins infirmiers et d'obstétrique sont donnés à l'hôpital général et le personnel des services publics de santé et d'hygiène est généralement envoyé à la Jamaïque pour y recevoir sa formation.

La formation des spécialistes de certaines matières est assurée, soit au Collège universitaire des Antilles, soit au Royaume-Uni, soit encore aux Etats-Unis sous l'égide de l'OMS.

En ce qui concerne les hôpitaux, on disposait de 158 lits à l'hôpital général, de 50 lits à l'hôpital pour tuberculeux, de 140 lits dans l'hôpital psychiatrique et de 120 lits dans un hospice pour vieillards et infirmes. Les dépenses au titre de la santé publique se sont élevées en 1959 à 551 446 dollars des Antilles.

CONDITIONS DE L'ENSEIGNEMENT

Faute d'école normale dans le territoire, la formation pédagogique consiste presque exclusivement en une formation en cours d'emploi organisée par le Département de l'enseignement. Deux élèves-maîtres ont été envoyés chaque année, de 1952 à 1960, au Erdiston Training College de la Barbade, où les études durent deux ans. En 1960-1961, 6 élèves-maîtres du territoire ont suivi dans ce collège des cours de formation accélérée d'une durée d'un an.

L'enseignement est resté presque entièrement privé et confessionnel et le rôle du gouvernement consiste surtout à aider à payer les traitements du personnel enseignant et à veiller au maintien d'un certain niveau dans l'enseignement des matières de caractère non religieux.

Pendant l'année scolaire 1959-1960, 80 étudiants de Sainte-Lucie fréquentaient des universités du Royaume-Uni et de la République d'Irlande, et 7 le Collège universitaire des Antilles.

Un programme de remplacement, de modernisation ou d'agrandissement des bâtiments scolaires est en cours depuis 1957. Les subventions du Colonial Development and Welfare ont permis de couvrir 75 p. 100 du coût des travaux concernant les écoles confessionnelles, et les groupes religieux ont pris en général le reste à leur charge. A la suite de ces travaux, trois nouveaux bâtiments scolaires ont été ouverts en 1959 et 8 en 1960.

Il existe dans le territoire deux écoles secondaires, qui ont un effectif de 875 élèves, et 52 écoles primaires, qui ont en tout 19 410 élèves.

Les dépenses au titre de l'enseignement ont atteint 662 113 dollars des Antilles en 1959.

INSTITUTIONS CULTURELLES ET INFORMATION DES MASSES

Les moyens d'éducation des adultes sont fournis surtout par le Département des cours extérieurs du Collège universitaire des Antilles, qui organise notamment des cercles d'études artistiques, dramatiques et linguistiques. Un fonctionnaire chargé de l'éducation des adultes a été nommé en 1960.
